

La crise grecque et les leçons de l'économie libérale

La Grèce vient de dévoiler son plan d'austérité pour tenter d'échapper à un défaut de paiement le 19 Mai 2010 ou elle devait verser 9 milliards d'euros à ses créanciers.

Ce plan de la dernière chance ne sera probablement pas suffisant car la Grèce se trouve dans une situation inextricable.

Pour se rendre de compte du sacrifice demandé aux grecs qui ne sont nullement responsables de l'état des finances de leur pays, il est important de rappeler que leur endettement est abyssal.

La Grèce doit continuer à rembourser une dette de 300 Milliards d'euros, à laquelle sera rajoutée une aide supplémentaire accordée par le FMI et L'Union Européenne de 120 milliards qui s'étalera sur 3 ans.

En réalité, l'endettement passera de 300 Milliards d'euros à 420 Milliards, sans avoir la certitude que la Grèce sera en mesure de faire face à ses engagements.

L'aide de L'EU est en faite une décision qui consiste exclusivement à préserver la zone Euro des spéculateurs qui continuent à parier que bon nombre de pays européens vont se trouver dans les mois qui viennent incapables d'honorer leurs engagements face à leurs divers créanciers, tant leur situation économique s'est fortement dégradée depuis le sauvetage du système financier international.

Cette dégradation économique de la zone euro a pour origine en autre la crise financière, sans précédent, que le monde connaît depuis septembre 2008, après la chute de Lehman brothers, la banque d'investissement multinationale américaine qui proposait à ses clients des services financiers diversifiés.

Dans ce contexte d'une économie anémiée, il est demandé à la Grèce de mettre en place à un plan de rigueur, qui dans les

faits risque d'échouer, sachant que l'environnement économique, financier et social n'est pas favorable pour que la Grèce puisse échapper à une faillite quasi certaine.

Il est demandé à la Grèce de faire 30 milliards d'économies supplémentaires, alors que la croissance n'est pas au rendez vous et que sans croissance, il ne lui sera pas possible de faire rentrer dans les caisses de l'Etat de nouvelles recettes, indispensables pour réduire son endettement et rembourser ses créanciers.

Nous avons l'impression d'assister à une fuite en avant, dont la plupart des économistes pensent que ce plan ne servira à pas un grand-chose pour rétablir les déséquilibres financiers de ce pays.

Il est important de rappeler que le déficit public de la Grèce a atteint en 2009 environ 14% du PIB et que la dette publique est attendue à 133,3% du PIB cette année et qu'elle devrait continuer à progresser jusqu'à 149,1 % en 2013 pour commencer à refluer en 2014 à 144,3%, tout cela s'en être sûr que ces prévisions seront réellement réalisées.

LES PRINCIPALES MESURES D'AUSTERITE ANNONCEES PAR LE GOUVERNEMENT GREC

- âge minimum de départ à la retraite fixé à 60 ans
- gel des salaires et retraites du secteur public
- suppression des 13e et 14e mois de salaire dans la fonction publique et suppression des 13e et 14e mois de pension pour les retraités, compensées par des primes pour les plus bas revenus
- hausse de un à deux points de la TVA, qui s'élève actuellement à 21 %
- hausse de 10 % des taxes sur certains produits de consommation, dont l'alcool
- réduction des investissements publics

Le chef d'Etat grec, Georges Papandréou a martelé qu'il en allait de la «survie de la nation» et qu'Athènes n'avait d'autre choix que d'accepter de faire de nouvelles économies. «Avec nos décisions d'aujourd'hui les citoyens doivent subir de grands sacrifices ce n'est pas une décision agréable», a

ajouté, sur un ton solennel mais visiblement mal à l'aise, Georges Papandréou, évoquant une «grande épreuve» qui attend le pays et sa responsabilité «historique».

En réalité, le Gouvernement grec ne semble pas croire lui-même à ce plan d'austérité si l'on se réfère aux données économiques actuelles qui ne permettent pas d'être optimiste sur les chances de succès de ces mesures de sacrifices demandés au peuple grec, tout cela pour sauver la zone euro, d'un probable éclatement à court ou moyen terme, tant les pays de l'UE ont des intérêts divergents et surtout des contraintes différentes sur le plan économique et financier.

L'UE a révélé au grand jour que la création de la monnaie unique n'avait pas suffi à créer les conditions d'une politique économique, financière et sociale coordonnée à même de faire face aux désordres financiers actuels.

Le peuple grec n'est pas prêt à accepter les sacrifices que veulent lui imposer le FMI et l'EU, car il estime que la facture qu'on lui demande d'assumer, ne lui incombe nullement.

Les syndicats grecs ont prévu d'organiser une grève générale le 5 mai prochain pour envoyer à leurs dirigeants qu'ils ne se reconnaissent pas dans ce plan d'austérité dont les finalités ne feront qu'approuvrir un peu plus le peuple et ne résoudra en rien les problèmes auxquels ce pays est confronté.

La sortie de la Grèce de la zone euro risque de se poser dans les prochains mois avec le plus d'acuité au regard des mesures qui ont été annoncées par le chef d'Etat grec.